

Procédure d'attribution accord-cadre et marchés subséquents



Tout d'abord, il convient de respecter les principes de notation des offres tel que mentionnés dans le règlement de la consultation. En effet, chaque sous-critère est noté de 1 à 5 selon une formule arithmétique ou selon une autre formule pour les critères moins « mathématiques ».

Compte tenu de la littérature en la matière, deux modèles de calculs sont fournis qui permettent de saisir les notes obtenues et d'en ressortir leurs équivalents qui iront, soit de 1 à 5, soit d'un minimum à 5. Dans les deux cas, les écarts sont « étirés », plus ou moins selon la méthode choisie.

L'important est d'utiliser la même méthode pour chaque critère et chaque sous-critère, au risque de rompre le principe de transparence du fait d'une règle de notation qui serait « retravaillée » a posteriori de la communication du règlement de la consultation.

Dès lors que le classement des offres est établi et que la commission d'attribution a délibéré valablement, il convient d'informer les candidats.

S'agissant d'un accord-cadre qui porte sur des fruits et légumes régulièrement remis en concurrence, toutes les semaines ou toutes les quinzaines, seule l'attribution de l'accord-cadre fera l'objet d'une publicité.

Dans un premier temps, on informe les candidats dont les offres ne sont pas retenues et on attend 16 jours francs (réduit à 11 jours en cas de transmission électronique).

Parallèlement, on peut obtenir quelques documents manquants auprès des entreprises retenues, comme l'attestation d'assurance.

Dans un deuxième temps, on informe les candidats dont les offres sont retenues, le délai de recours précontractuel étant dépassé.

Dans un troisième temps, si l'ensemble des documents a bien été obtenu, on peut faire la publicité d'attribution de l'accord-cadre.

Pour chaque période, sur la base d'une liste de besoins qui cette fois est exhaustive, on attribue les marchés subséquents aux offres dont le prix est le plus bas, parmi les seuls titulaires de l'accord-cadre.

S'agissant de marchés à court délai d'exécution, on ne fait pas la publicité d'attribution des marchés subséquents, on n'informe même pas les titulaires non retenus pour les marchés subséquents en question, l'absence de bon de commande signifie que leur offre n'était pas assez concurrentielle.

Bien entendu, dans la mesure où c'est l'offre de plus bas prix qui est sélectionnée, il appartient aux acheteurs publics de faire respecter les termes du marché, à défaut de quoi on pourrait suspecter une situation de favoritisme.

Pour cela, il convient d'appliquer strictement la procédure de réception des marchandises, tel que décrite dans la mallette selon les termes du CCAP.